

## 73.07.01 Infrastructures hydrauliques agricoles collectives

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	Article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	Infrastructures hydrauliques agricoles collectives
Indicateurs de résultats associés	<p>R.27 Performances liées à l'environnement et au climat grâce à des investissements dans les zones rurales : Nombre d'opérations contribuant au développement durable, à l'atténuation du changement climatique et aux objectifs d'adaptation dans les zones rurales</p> <p>R.39 Développement de l'économie rurale : Nombre d'entreprises du secteur de l'économie rurale ayant reçu une aide pour leur développement</p>
Indicateurs de réalisation associés	O.22 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements dans les infrastructures au titre du Feader
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Les financements FEADER visent à soutenir :</p> <p><b>1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau <u>conduisant le cas échéant à une augmentation de la surface irriguée ou du volumes prélevé</u></b> (Alimentation par les eaux de pluie, et/ou de ruissellement issues de fossés, de toiture...)</p> <p>Exemples : création de retenues collinaires, réhausses de bassins de récupération d'eaux pluviales, réhabilitation de plans d'eau déconnectés existants ...</p> <p><b>2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau <u>superficielles— de surface ou souterraines en équilibre, conduisant le cas échéant à une augmentation de la surface irriguée ou du volume prélevé de surface ou souterraines en bon état conduisant à une augmentation de la surface irriguée ou du volumes prélevé</u></b> (Alimentation par pompage dans des cours d'eau, nappes libres et d'accompagnement, non captives et captives)</p> <p>Exemples : création, réhausse, réhabilitation de retenues...</p> <p><b>3. les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées</b></p> <p>Exemple : Création / extension d'ouvrages collectifs de traitement, capacité de stockage et de distribution</p>

	<p><b>4. l'amélioration des infrastructures collectives existantes conduisant à des économies d'eau et ou d'énergie</b></p> <p>Exemple : Adaptation des infrastructures de stockage <del>(seulement dans les zones où l'état des masses d'eau est en bon état)</del>, réseaux d'acheminement, stations de pompage.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	2024
Bénéficiaires éligibles	<p>Personnes morales porteuses de projets collectifs d'hydraulique agricole.</p> <p>Par exemple : les collectivités territoriales, les EPCI (dont syndicats mixtes, société d'économie mixte...), les coopératives, les ASA (associations syndicales autorisées), les ASL (associations syndicales libres), CUMA ...</p> <p>Pour les projets <u>de Réutilisation des Eaux Usées Traitées Reuse</u>: bénéficiaire public ou privé dans le cadre d'une concession <u>ou d'une délégation de service public de travaux ou d'aménagement</u></p> <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Conditions d'éligibilité	<p><b><u>Conditions communes à tout type de projets -:</u></b></p> <p><b><u>Les projets devront répondre aux conditions suivantes :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avoir une vocation d'irrigation agricole,</li> <li>- disposer des autorisations environnementales conformes à la Nomenclature Eau définie à l'article R214-1 du code de l'environnement,</li> <li>- disposer d'un <u>système de mesure de la consommation d'eau au niveau de l'investissement bénéficiant de l'aide ou mettre en place ce système dans le cadre de l'investissement</u><del>compteur d'eau au niveau des point de prélèvement, en cas d'absence doit être programmé dans le cadre de l'investissement,</del></li> <li>- présenter à la demande d'aide une note technique et économique présentant la faisabilité du projet.</li> </ul> <p><u>~éco-conditionnalité : justifier au plus tard à la demande de solde, de l'atteinte du niveau supérieur ou spécifique à l'Agriculture Biologique de l'éco-régime du premier pilier de la PAC, ou certification ou conversion AB (97% de la surface agricole utile), ou certification HVE.</u></p> <p><u>Des précisions sur les éco-conditionnalités es conditions et les exploitations concernées par les engagements</u></p>

~~agroécologiques seront précisées apportées dans les documents de mise en œuvre.~~

**Les projets devront présenter des engagements agroécologiques parmi les critères suivants :**

- ~~• Atteinte du niveau supérieur ou spécifique à l'Agriculture Biologique de l'éco-régime du premier pilier de la PAC~~
- ~~• Couverture des sols ;~~
- ~~• Protection de la biodiversité ;~~
- ~~• Suppression de produits phytosanitaires CMR (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques) ;~~
- ~~• Recours au matériel d'irrigation optimisant les apports d'eau (matériel de télégestion/pilotage automatique de l'irrigation, systèmes d'irrigation localisée, systèmes de réduction de l'utilisation de l'eau).~~

~~Les engagements agroécologiques seront vérifiés sur la base d'un diagnostic d'exploitation à la demande d'aide et réalisés au plus tard dans les deux ans après le paiement du solde. Des contrôles sont mis en place pouvant le cas échéant conduire à des remboursements / sanctions en cas de non-respect.~~

**Conditions supplémentaires spécifiques par type de projet**

**1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau- :**

~~- Eco-conditionnalité : les bénéficiaires du projet de l'investissement doivent justifier au plus tard à la demande de solde de l'atteinte du niveau supérieur ou spécifique à l'Agriculture Biologique de l'éco régime du premier pilier de la PAC, ou certification ou conversion AB, ou certification HVE ou autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise.~~

~~- Par ailleurs, p~~Pour les ouvrages de collecte d'eau de pluie issue de toiture : ne sont éligibles que les projets de stockage > 800 m<sup>3</sup>

**2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau superficielles et souterraines :**

~~- Eco-conditionnalité : les bénéficiaires du projet de l'investissement doivent justifier au plus tard à la demande de solde de l'atteinte du niveau supérieur ou spécifique à l'Agriculture Biologique de l'éco régime du premier pilier de la PAC, ou certification ou conversion AB, ou certification~~

HVE ou autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise.

- Ne sont éligibles que les projets dont les prélèvements se font dans des masses d'eau en équilibre (cf liste annexée aux documents de mise en œuvre). ~~(cf. Rubrique supplémentaire – cartes de l'état des masses d'eau)~~

~~Ces conditions d'éligibilité liées aux projets de développement sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans les documents de mise en œuvre.~~

### **3. les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées**

- la fourniture et l'utilisation de cette eau doit être conforme au règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil (46) Article 74
- être inscrits dans un projet de Territoire PTGE, le cas échéant

### **4. l'amélioration d'installations collectives existantes**

- Ne sont éligibles que les projets :

~~—qui ne conduisent pas à une augmentation de volume prélevé, ni de surface irrigable~~

~~- Pour les projets qui ne sont pas exclusivement liés à l'efficacité énergétique et Pour les projets dont les prélèvements se font dans les masses d'eau en équilibre bon état (cf liste annexée aux documents de mise en œuvre) (cf. Rubrique supplémentaire cartes Etat des masses d'eau) : présenter un diagnostic (ex-ante) démontrante que l'investissement est susceptible de permettre une économie d'eau potentielle de 5% minimum des prélèvements des exploitations irrigantes raccordées au réseau concerné (sauf pour les projets exclusivement liés à l'efficacité énergétique).~~

~~- Pour les projets qui ne sont pas exclusivement liés à l'efficacité énergétique et Pour les projets dont les prélèvements se font dans les masses d'eau en déséquilibre (cf liste annexée aux documents de mise en œuvre) - état moins que bon (cf. Rubrique supplémentaire cartes Etat des masses d'eau) : seuls les projets d'amélioration des réseaux d'acheminement et des stations de pompage sont éligibles.:-~~

Présenter u ~~Un~~ diagnostic (ex-ante) démontrante que l'investissement est susceptible de permettre une économie d'eau potentielle de ~~520~~ 520 % minimum des prélèvements des exploitations irrigantes raccordées au réseau concerné et justifier (au moment du solde) que le projet permet une réduction effective de l'utilisation de l'eau au moins égale à

	<p><u>50% de l'économie potentielle. s volumes prélevés de 2,510% minimum après investissement.</u></p> <p><u>Les modalités de calcul des économies d'eau seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</u></p> <p><u>Les projets exclusivement liés à l'efficacité énergétique ne sont pas concernés par les économies d'eau.</u></p> <p><u>Ces conditions d'éligibilité spécifiques sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans les documents de mise en œuvre.</u></p>
Coûts éligibles	<p>Les coûts éligibles concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Dépenses matérielles :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Travaux</u></li> <li>- <u>Equipements/matériels</u></li> <li>- <u>Foncier }</u></li> <li>- <u></u></li> </ul> </li> <li>- <u>Dépenses immatérielles directement liées à l'investissement (maîtrise d'œuvre, études préalables, Assistance à Maîtrise d'ouvrage...)</u></li> <li>- <u>Dépenses immatérielles d'accompagnement dans le cadre du contrat de transition agroécologique (des précisions seront apportées dans les documents de mise en œuvre).</u></li> </ul>
Inéligibilités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les projets qui ne servent pas à l'irrigation (ex : abreuvement des animaux, lutte contre le gel...)</li> <li>- Matériels d'irrigation à la parcelle</li> <li>- Frais relatifs au montage du dossier de demande d'aide</li> <li>- Frais juridiques liés au projet</li> <li>- Auto-construction (achat, location de matériel, main-d'œuvre pour les travaux réalisés par le porteur de projet)</li> <li>- Matériels et équipement d'occasion</li> <li>- Investissements financés par crédit-bail.</li> </ul> <p>L'appel à projets précisera l'exhaustivité des dépenses inéligibles.</p>
Eligibilité temporelle des dépenses	<p>Dépenses éligibles à partir du dépôt de la demande d'aide, après ouverture du dispositif <u>(sauf les dépenses immatérielles directement liées à l'investissement qui peuvent avoir débutées avant le dépôt de demande d'aide).</u></p> <p>Des précisions sont apportées <u>par l'appel à projets dans les documents de mise en œuvre.</u></p>
Eligibilité géographique	<p>L'investissement doit être localisé sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine</p> <p>Pour les projets interrégionaux se référer <u>aux documents de mise en œuvre à l'appel à projets.</u></p>
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	<p>Ligne de partage avec les autres dispositifs portés par la Région et/ou le FEADER :</p> <p>Investissements hydrauliques de réutilisation des eaux usées</p>

	de traitement multi-usages : Appel à projets régional REUSE (Direction de l'Environnement de la Région)
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement.
Principes de sélection	<p><b>Pour les projets de développement de l'irrigation (1 et 2)</b></p> <p><u>Maitrise d'ouvrage publique</u></p> <p>Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semence)</p> <p>Réhabilitation de plans d'eau existants</p> <p>Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur</p> <p>Projets de stockage</p> <p><u>Maitrise d'ouvrage publique</u></p> <p>Exploitations certifiées ou en conversion Agriculture Biologique sur 97% de la Surface Agricole Utile</p> <p><b>Pour les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées (3)</b></p> <p><u>Maitrise d'ouvrage publique</u></p> <p>Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semence)</p> <p>Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur</p> <p>Exploitations certifiées ou en conversion Agriculture Biologique sur 97% de la Surface Agricole Utile</p> <p><b>Pour l'amélioration d'installations collectives existantes (4)</b></p> <p>Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semences)</p> <p>Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur</p> <p>Maitrise d'ouvrage publique</p> <p>Exploitations certifiées ou en conversion Agriculture Biologique sur 97% de la Surface Agricole Utile</p> <p>Les critères de sélection qui en découlent sont vérifiés exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées en comité de suivi ou dans le cahier des charges des documents de mise en œuvre.</p>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets, à l'exception des projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées (fil de l'eau)
Bonifications éventuelles	<p><u>Pour les projets de développement de l'irrigation (1 et 2) :</u></p> <p><del>+5</del> points en pourcentage <del>pour si les exploitations bénéficiaires de l'investissement concernent</del> <u>à minima</u> un nouvel installé.</p> <p>+ 25 points <u>si les exploitations bénéficiaires de l'investissement sont si le porteur de projet est engagées</u> dans un contrat de transition agroécologique</p> <p><u>Les conditions d'accès aux bonifications seront précisées</u> <del>seront apportées dans les documents de mise en œuvre)</del></p>

	<p><b>CTE</b></p> <p><u>Les conditions d'accès aux bonifications sont vérifiées au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dûment identifiées dans les appels à projets.</u><del>Non concerné</del></p> <p><u>Les études préalables (sans réalisation de travaux hydrauliques) seules ne sont pas concernées par les bonifications.</u></p> <p><u>Les projets d'amélioration ne sont pas concernés par la bonification liée au contrat de transition agroécologique.</u></p>
Montants et taux maximum d'aide publique	<p><b>1 et 2. Les projets de développement de l'irrigation :</b></p> <p><u>Etudes préalables (sans réalisation de travaux hydrauliques)</u></p> <p>Taux Maximum Aide Publique : 100%</p> <p>Taux d'aide (FEADER + contrepartie) : 80%</p> <p><u>Dépenses matérielles et immatérielles</u></p> <p>Taux Maximum Aide Publique : 100%</p> <p>Taux d'aide (FEADER + contrepartie) : <del>60</del><b>30</b>% <u>(+ bonifications éventuelles ci-dessus)</u>, hors application de l'aide forfaitaire liée au contrat de transition agroécologique.</p> <p><b>3. Les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées :</b></p> <p><u>Etudes préalables (sans réalisation de travaux hydrauliques) :</u></p> <p>Taux Maximum Aide Publique : 100%</p> <p>Taux d'aide (FEADER + contrepartie) : 80%</p> <p><u>Dépenses matérielles et immatérielles :</u></p> <p>Taux Maximum Aide Publique : 100%</p> <p>Taux d'aide FEADER 20%</p> <p><b>4. L'amélioration d'installations collectives existantes :</b></p> <p><u>Etudes préalables (sans réalisation de travaux hydrauliques)</u></p> <p>Taux Maximum Aide Publique : 100%</p> <p>Taux d'aide (FEADER + contrepartie) : 80%</p> <p><u>Dépenses matérielles et immatérielles</u></p> <p>Taux Maximum Aide Publique : 100%</p> <p>Taux d'aide publique (FEADER + contrepartie) : 60%</p>
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région, Agences de l'eau, Départements, Etat
Plancher (en dépenses éligibles)	10 000 €
Plafonds (en dépenses éligibles)	- Dépenses immatérielles plafonnées à 12% des dépenses matérielles éligibles, <u>hors dépenses immatérielles d'accompagnement du contrat de transition</u>

	<p><u>agroécologique</u> -</p> <p>- Foncier plafonné à 10% des dépenses totales éligibles.</p> <p>D'autres plafonds pourront être instaurés, ceux-ci seront précisés dans les documents de mise en œuvre.</p>
Modalités de versement	2 versements maximum
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<p><u>Les options de coûts simplifiés (OCS) seront utilisées pour les dépenses les immatérielles d'accompagnement du contrat de transition agroécologique : montant d'aide forfaitaire.</u></p> <p><u>Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</u><del>Non</del></p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'article 42 du TFUE
Maintien des dépenses	Non concerné
<p><del>Rubrique supplémentaire :</del></p> <p><del>Conditions relatives à l'état quantitatif des masses d'eau : cartes des masses d'eau souterraines ou de surface en état moins que bon</del></p>	<p><del><b>Article 74-4 du règlement (UE) 2021/2115</b></del>  <del>Amélioration d'une installation existante sans augmentation des surfaces irriguées, ni des prélèvements</del>  <del>—En Zone en bon état : vérifier économie d'eau potentielle de 5% minimum</del>  <del>—En zone en état moins que bon : vérifier l'économie d'eau effective de 2,5% minimum</del>  <del>SAUF pour les projets spécifiques suivants (pas de condition d'économie d'eau) :</del>  <del>—Efficacité énergétique seulement</del>  <del>—Reuse sans incidence sur les masses d'eau sous-terraines ou de surfaces</del>  <del>—Création de réservoir sans incidence environnementale négative importante</del></p> <p><del><b>Article 74-6 du règlement (UE) 2021/2115</b></del>  <del>Création/extension d'une installation existante avec augmentation des surfaces ou augmentation des prélèvements</del>  <del>—En Zone en bon état : vérifier l'absence d'incidence environnementale négative importante</del>  <del>—En zone en état moins que bon : PAS DE FINANCEMENT PUBLIC</del></p> <p><del><b>En Nouvelle Aquitaine :</b></del>  <del>—les masses d'eau souterraines ou de surface en équilibre correspondent aux masses d'eau dont l'état n'a pas été qualifié de « moins que bon » définies dans l'Art.74</del>  <del>—les masses d'eau en état « moins que bon » sont listées et annexées aux documents de mise en œuvre.</del></p>